



Conseil économique et social

Distr. limitée
9 mars 2012
Français
Original: anglais

Commission des stupéfiants

Cinquante-cinquième session

Vienne, 12-16 mars 2012

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

Application de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue

Chili, Costa Rica, Égypte, El Salvador, Norvège et Pérou: projet de résolution

Prévention de l'usage de drogues illicites

La Commission des stupéfiants,

Constatant que le problème de la drogue dans le monde demeure une menace grave pour la santé, la sécurité et le bien-être de l'humanité tout entière, en particulier des jeunes,

Tenant compte du fait que la demande de drogues a une incidence directe sur l'offre de drogues,

Consciente de la violence engendrée par le problème de la drogue dans le monde à tous les niveaux de la chaîne de consommation,

Convaincue que la toxicomanie peut être prévenue et traitée,

Notant que de nombreux travaux scientifiques ont été réalisés sur le thème de la prévention,

Gardant à l'esprit qu'il est crucial, pour réduire les besoins en traitement et en réadaptation, d'élargir et d'optimiser les activités de prévention et d'intervention précoce,

Gardant également à l'esprit que les mesures de prévention doivent être fondées sur des données factuelles pour aboutir à de meilleurs résultats, en particulier auprès des populations à risque,

Gardant en outre à l'esprit que la prévention est un processus en rapport avec le développement, car les personnes ne sont pas exposées aux mêmes risques au

* E/CN.7/2012/1.



cours des différentes phases de leur vie, et que les stratégies de prévention doivent être adaptées en fonction des domaines dans lesquels les personnes courent des risques au fil de leur vie,

Reconnaissant que la famille, l'école, le lieu de travail et la communauté, entre autres, sont des contextes appropriés pour la prévention des problèmes liés à l'usage de drogues,

Reconnaissant également les travaux menés par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour développer des normes internationales en matière de prévention de l'usage illicite de drogues,

1. *Prie instamment* les États Membres d'élaborer, de promouvoir et de mettre en œuvre des politiques et interventions d'un bon rapport coût-efficacité pour prévenir l'usage de drogues illicites, en mettant particulièrement l'accent sur les enfants, les jeunes et les populations à risque et en s'appuyant sur les études actuellement menées par des universitaires, des scientifiques et des professionnels à cette fin;

2. *Prie aussi instamment* les États Membres de continuer à sensibiliser les décideurs aux risques et aux menaces que l'usage illicite de drogues fait peser sur la société, ainsi qu'aux facteurs individuels et sociaux de vulnérabilité à ce phénomène;

3. *Encourage* les États Membres à cibler, par leurs programmes de prévention, les milieux où les personnes – en particulier les enfants et les jeunes – sont le plus susceptibles d'être exposés au risque de dépendance au cours de leur vie, tels que la famille, l'école, l'université, le lieu de travail et la communauté;

4. *Encourage aussi* les États Membres à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et interventions spécifiques visant à assurer un développement dans de bonnes conditions de santé et de sécurité aux enfants et aux jeunes qui sont particulièrement vulnérables en raison de facteurs individuels ou liés au milieu dans lequel ils évoluent;

5. *Encourage en outre* les États Membres à prévoir, dans leur système de prévention de l'usage illicite de drogues, des services qui tiennent compte des besoins propres à chaque sexe;

6. *Encourage* les États Membres à promouvoir la santé publique et des modes de vie sains, y compris des programmes axés sur le sport, pour empêcher que des problèmes d'usage de drogues ne surviennent;

7. *Encourage également* les États Membres à travailler en étroite coordination avec toutes les parties prenantes de la société pour mener leurs efforts de prévention suivant une approche transversale et multidisciplinaire;

8. *Prie instamment* l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de continuer à recueillir des informations sur les données d'expérience et meilleures pratiques nationales et internationales, de mettre à disposition des informations concernant les activités et instruments de prévention fondés sur des données factuelles et d'apporter aux États des conseils et une aide pour la mise au point de stratégies et de programmes visant à reproduire ces expériences concluantes;

9. *Encourage* les États Membres à coopérer, aux niveaux tant bilatéral que régional, pour renforcer les capacités nationales à élaborer et à appliquer des politiques de prévention;

10. *Encourage également* les États Membres à échanger des données d'expérience et des meilleures pratiques sur la prévention de l'usage de drogues illicites au sein de la famille, à l'école, à l'université, sur le lieu de travail et dans la communauté;

11. *Prie* le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de lui faire rapport, à sa cinquante-sixième session, sur les mesures prises et les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.
